

## Réflexions sur les mutations de la société israélienne et juive

par Adam Loss

**L**a question de la pertinence du sionisme s'est longtemps posée avec acuité : la place d'Israël parmi les nations du Proche-Orient jusqu'à une date récente ne semblait guère assurée. Avec le processus de paix, l'insertion de l'État juif dans la région paraît possible, bien que des dangers très réels le menacent toujours. C'est en effet, la première fois, que la promesse de paix, de bon voisinage et de prospérité cesse d'être un rêve. Après un siècle d'hostilité, latente ou ouverte et malgré tous les soubresauts l'acceptation d'Israël en tant qu'État et nation est possible. Israël, maître de son destin et admis par les nations du Proche-Orient, représente l'accomplissement du sionisme politique. C'est le triomphe, pratiquement sans précédent au XX<sup>ème</sup> siècle, d'un projet politico-national qui est, d'atteindre son but.

Mais l'émergence, au sein même de la famille sioniste, de courants nationalo-religieux d'essence messianique, s'appuyant surtout sur l'orthodoxie et l'ultra-orthodoxie, tend à imposer l'existence d'une société juive régie par la

Thora dans des frontières tracées par l'histoire sainte. Ce sionisme pour lequel l'authenticité confère la légitimité remet en cause dans les faits, mais aussi en droit, les fondements même du sionisme politique tel qu'il a été conçu et réalisé par ses pères fondateurs.

---

*L'émergence, au sein même de la famille sioniste, de courants nationalo-religieux d'essence messianique, tend à imposer l'existence d'une société juive régie par la Thora dans des frontières tracées par l'histoire sainte.*

---

Au fil des ans ces courants religieux n'ont cessé de se développer et de se renforcer, surtout par la détermination de leurs militants et les moyens financiers dont ils disposent. Naturellement, ces mouvances bien que, très influentes ne doivent pas être confondues avec l'ensemble des mouvements religieux, très divers et généralement pacifiques. En soi, l'existence de plusieurs courants religieux s'inscrit dans la tradition du

judaïsme et participe du pluralisme d'Israël comme de celui des communautés juives de la diaspora. Mais la tentation de substituer au sionisme politique sur lequel se fonde la démocratie israélienne un sionisme qui entend, par tous les moyens, rendre la terre d'Israël et ses habitants dignes de l'aspiration messianique, est une grande source d'inquiétude pour l'avenir d'Israël et pour ses liens avec les Juifs de la diaspora, très divers et de plus en plus fragiles dans leur appartenance.

Les Israéliens, majoritairement séculiers, manifestent une irritation croissante face à la violence générée par les tenants de cette idéologie. De même, les obstacles que ces derniers dressent en dehors de l'expression démocratique légitime sur la voie de la paix sont ressentis comme un défi inacceptable. L'assassinat Itzhak Rabin, dont chacun a mesuré la tragédie, n'est peut-être, hélas, qu'un signe avant-coureur des épreuves de demain.

---

*Les Israéliens, majoritairement séculiers, manifestent une irritation croissante face à la violence générée par les tenants de l'idéologie nationale-religieuse.*

---

Ainsi, peu à peu, se dessine et s'amplifie, au sein de la nation

israélienne, une fracture qui a d'inévitables prolongements en diaspora. La violence, sous toutes ses formes, se répand. La démocratie, *corps étranger*, abhorrée par les extrémistes, n'est pas considérée comme une valeur juive. Pour cette raison, elle n'est pas davantage reconnue comme instituant une loi qui s'imposerait à tous ses citoyens. A cet égard, faut-il souligner le climat quasi insurrectionnel qui règne dans certaines implantations, la préparation de groupes extrémistes à la lutte armée, des appels à la désobéissance dans l'armée en cas de démantèlement des colonies de peuplement, les récusations ici et là de l'autorité judiciaire, les tentatives de consolidation voire d'extension du monopole du grand rabbinat en matière d'État Civil (conversions, mariages, enterrements, etc..) alors qu'aux USA en particulier, mouvements libéraux, réformateurs et conservateurs étendent leur influence au sein de la communauté juive, mais aussi auprès du gouvernement américain, principal allié et ami indispensable d'Israël. Tous ces faits annoncent-ils une lente déliquescence, voire l'éclatement de la société israélienne et la mort du sionisme politique ou, engendreront-ils par réaction, une prise de conscience, condition première en vue de l'avènement prochain d'une ère nouvelle, d'une société juive plus ouverte et plurielle, mais les graves problèmes

internes semblent occulter ou du moins atténuer un autre danger : la montée en puissance d'un islam fanatique qui se poursuit et que rien ne paraît, dans le contexte actuel de la crise de la société musulmane, susceptible d'arrêter, ni même de freiner.

Les différents courants extrémistes juifs, qui se développent se présentent comme l'alternative à la modernisation outrancière de la société juive et au bradage du Grand-Israël. Si ces tendances lourdes de part et d'autre n'étaient pas combattues et réduites, il n'est pas à exclure que le conflit nationalo-politique opposant Israéliens et Palestiniens changera de nature et se transformera peu à peu en guerre de religion entre Juifs et musulmans, islam et judaïsme, une guerre effroyable entre deux absolus, sans fin et sans issue. C'est d'ailleurs parce qu'il était conscient de ce risque que le gouvernement israélien, après avoir pendant plusieurs années regardé d'un oeil attentif et intéressé les développements du Hamas et du Djihad islamique, stratégie pour affaiblir son principal ennemi, a finalement choisi pour interlocuteur l'O.L.P., expression de la représentation politique des Palestiniens et cela malgré les répugnances qu'il pouvait légitimement éprouver à son égard. Le traitement politique, c'est-à-dire rationnel, du conflit, malgré tous les

dramas et les griefs accumulés depuis un demi-siècle, ouvre la voie à une paix, certes très difficile à atteindre, mais qui paraît néanmoins aujourd'hui "accessible" avec un peu de lucidité et de courage. Mais sera-t-il possible de maintenir cette voie si la radicalisation continue de s'étendre et si l'accumulation de haine et de peur poursuit son oeuvre de destruction ?

---

*La préoccupation la plus grave est celle de la cohésion interne de la société israélienne, de sa détermination à maîtriser ses propres extrémistes.*

---

Le problème majeur qui se pose d'ores et déjà à Israël n'est pas celui des frontières, de l'espace, ou même celui de l'établissement d'un État palestinien. Israël a la capacité de régler ces problèmes dans le temps, avec patience et une bonne part de réalisme auquel, tôt ou tard, aucun État n'échappe dans ce monde en voie de mondialisation.

La préoccupation la plus grave est celle de la cohésion interne de la société israélienne, de sa détermination à maîtriser ses propres extrémistes et d'établir, au delà des contingences pratiques un lien profond d'un type nouveau avec les Juifs de la diaspora.

L'engagement croissant des instances religieuses juives de France dans l'action politique, quelles que soient les précautions oratoires qu'elles prennent quant à leur vocation spirituelle, ne comporte-t-il pas précisément le risque d'une extension du conflit israélo-arabe aux juifs et aux musulmans en général ? Hypothèse d'école ou processus déjà en cours ? Il est vrai que certains hommes de religion pensent très sincèrement que l'avènement de gouvernements religieux, ou du moins placés sous leur forte influence, créerait les conditions d'une véritable réconciliation entre les religions monothéistes, elle-même préalable indispensable à une paix durable. La rencontre et le dialogue entre croyants se référant aux mêmes valeurs et profondément respectueux du même Dieu, rendraient possible, dans une vision globale de l'humanité, un compromis fondé sur la coexistence harmonieuse des hommes et des peuples. Dans l'esprit des fondamentalistes, cette paix des âmes et des cœurs, les politiciens, empêtrés dans leurs contradictions, calculs et jeux démocratiques dérisoires, ne pourront jamais l'atteindre.

Est-il possible d'attendre que cette réconciliation religieuse se produise pour qu'une paix véritable s'instaure entre communautés et nations ? L'histoire telle qu'elle est écrite par les hommes

comporte-t-elle des exemples (un seul exemple !) qui rendent cette thèse quelque peu crédible ?

Cette réflexion nous conduit évidemment à nous interroger sur l'état de la France à l'approche du XXIème siècle. La construction européenne, qui se poursuit, lentement mais sûrement, ouvre à la France des perspectives nouvelles et de réelles chances de développement. En revanche, la difficulté considérable en période de très faible croissance d'intégrer des millions d'immigrés dans la société française est un problème grave, peut-être temporaire, mais plus sûrement durable, surtout si l'on tient compte des flux migratoires qu'il est pratiquement exclu de pleinement contrôler. Ces difficultés d'intégration expliquent, dans une certaine mesure, le repli sur soi de groupes religieux ou ethniques qui se constituent surtout dans des banlieues défavorisées, en zones autonomes de *non-droit*, qui relèvent souvent d'un chef religieux ou d'un leader de clan mais, en tout cas, qui échappent en fait à l'autorité de l'État. Il n'y a pas de méprise possible, ce sont des signes d'une mutation en profondeur. La France change. Elle prend peu à peu les traits d'une société multi-religieuse multi-ethnique et multi-culturelle exposée à tous les courants, des plus obscurantistes et extrémistes aux plus cosmopolites.

En soi, l'existence de ces divers courants représente sans doute une ouverture sur le monde, une source de progrès et une chance de renouvellement pour une vieille nation. Mais il serait irresponsable de dissimuler les dangers que court la France si elle devait s'adonner aux facilités d'une gestion communautariste, c'est-à-dire qui favorise ou accepte la constitution de groupes autonomes, en dehors de toute préoccupation citoyenne. En l'absence d'une véritable politique d'intégration volontariste ce courant risque de grossir. Il porte en lui les germes d'une "libanisation" à terme du pays. A cet égard on peut regretter que les hautes autorités de la République française, avec une complaisance touchante et probablement sans calcul- ou si peu- hier comme aujourd'hui privilégient souvent en France la représentation religieuse juive, ce qui serait normal s'il s'agissait de questions culturelles, mais au regard de questions fondamentalement politiques cette attitude est fâcheuse et lourde de conséquences pour l'avenir.

Dans les rapports avec les juifs, qui sont majoritairement républicains et laïcs, cette dérive du pouvoir fait sourire, mais mesure-t-on les conséquences que peut avoir, dans un proche avenir pour d'autres religions, le précédent ainsi créé ? Faut-il que les responsables religieux juifs se prêtent à ce jeu

dangereux ? Le moment n'est-il pas venu pour les institutions qui forment la communauté juive de réfléchir sur la place et l'avenir des juifs de France ?

---

*Il serait irresponsable de dissimuler les dangers que court la France si elle devait s'adonner aux facilités d'une gestion communautariste.*

---

Certes, ils sont pleinement citoyens. Depuis des lustres leur intégration est harmonieuse et personne véritablement ne conteste leur place dans la Cité. Mais, dans cinq ans, dix ans, dans vingt ans, quelle sera la physionomie de la France ? Risque-t-elle de se transformer en un conglomérat de communautés régies par la loi des plus forts, des plus nombreux ou des plus violents ? Faut-il attendre encore, pour s'interroger sur l'évolution en cours et ses conséquences pour les juifs, qu'ils fassent partie des institutions communautaires ou qu'ils se situent en dehors ?

Dans cette vision incertaine de l'avenir les chefs religieux ont à l'évidence un rôle très spécifique à jouer. Ils peuvent incarner, dans une société qui manque de valeurs et de perspectives, le contre pouvoir spirituel et une autorité morale qui par leur élévation de vue inspireraient le respect et la reconnaissance.

*La République, une et indivisible, n'est pas une idée dépassée, sa défense de la république incombe aux juifs comme à tous les citoyens.*

Le principe de la séparation du spirituel et du temporel parce qu'il définit la vocation de chacun permet le libre et plein exercice du religieux, lequel peut s'épanouir grâce à la garantie de neutralité de l'État. La République, une et indivisible, n'est pas une idée dépassée, loin de là. Si l'on regarde bien l'évolution de la société dans ses différentes composantes, elle reste le principal, et peut-être le dernier rempart contre tous les extrémismes et tous les fanatismes qui se profilent à l'horizon. La défense de la république incombe aux

juifs comme à tous les citoyens ; mais peut-être un peu plus à eux, en raison de leur histoire.

En cette fin de siècle il est bon, comme pratiquement jamais auparavant, d'être juif. Mais ce bien-être individuel ne cache-t-il pas une société juive éclatée qui perd ses repères et sa substance même, partagée qu'elle est entre l'enfermement, la fragmentation et l'ouverture ? Tout en se posant la question : Quel *Israël et quelle communauté pour quels juifs* ? Sommes-nous à la veille d'une mutation en profondeur, ou allons-nous simplement vivre une épreuve supplémentaire dont l'histoire juive est jalonnée ? •



Camp de Gurs, 1941, Max Linger : Prisonniers mangeant.